

Autres Facettes

INFORMATIONS ET OPINIONS SUR L'EFFORT INTERNATIONAL POUR ÉLIMINER LES DIAMANTS DE GUERRE

Numéro 17

Mai 2005

LE LIBERIA N'EST PAS ENCORE PRÊT POUR LES DIAMANTS

Un groupe d'experts de l'ONU faisant rapport au Conseil de sécurité sur les efforts déployés par le Libéria pour mettre de l'ordre dans son industrie des diamants a mis en lumière une entente secrète conclue par le gouvernement de transition, qui octroie, pour les 10 prochaines années, tous les diamants du pays à une société inconnue. Le groupe a rapporté en mars que le gouvernement de transition avait « signé un accord secret avec la West Africa Mining Corporation (WAMCO), une société financée par la London International Bank Limited, une banque privée », dans un climat de secret. Un fonctionnaire libérien aurait dit que le gouvernement avait choisi WAMCO – « une société de provenance inconnue », selon le rapport du groupe – parce qu'elle était la seule à avoir présenté une offre, ajoutant que l'entente n'était qu'une déclaration d'intention.

Le groupe a conclu que « le Liberia n'est pas encore en mesure de présenter avec succès une demande de participation au Processus de Kimberley ». Les sanctions des Nations Unies contre le Libéria feront à nouveau l'objet d'un examen en juin. On trouvera le rapport du groupe à <http://www.un.org/Docs/sc/committees/Liberia3/Liberia3SelEng.htm>.

Dans le même ordre d'idées, un groupe d'examen spécial du Processus de Kimberley a visité le Libéria en février pour déterminer si le pays était prêt à participer au Mécanisme de certification du Processus de Kimberley ayant trait aux diamants bruts. La réponse a été négative. Bien que le gouvernement provisoire ait hâte de voir l'ONU lever les sanctions contre les diamants et le bois d'œuvre, l'équipe du PK a constaté que ni le gouvernement provisoire ni la mission de maintien de la paix de l'ONU, l'UNMIL, n'avait la maîtrise complète des nombreuses régions de diamants alluviaux du pays. L'équipe, dirigée par l'Afrique du Sud, comprenait des représentants des États-Unis, de la Russie et du Canada, ainsi qu'un représentant du Conseil mondial du diamant. Partenariat Afrique Canada représentait la société civile.

Une mission de la Banque mondiale a aussi visité le Libéria en février et a dit au gouvernement de transition du pays qu'il lui fallait faire davantage pour mettre un terme à la corruption. Shengman Zhang, le chef de mission, a affirmé que la banque et d'autres bailleurs de fonds voulaient que « le gouvernement accomplisse davantage de progrès et qu'il prenne des mesures plus rigoureuses... en matière de renforcement des institutions, de gouvernance et de lutte contre la corruption. » En janvier, le directeur de la police du pays, Chris Massaquoi, a été suspendu pour avoir détourné à des fins personnelles un générateur destiné au quartier général de la police.

LES TROUPES DE L'ONU AU CONGO TOMBENT DANS UNE EMBUSCADE

Des soldats du Bangladesh sont tués

Les combats en Ituri, une région de la République démocratique du Congo livrée à l'anarchie et qui est riche en diamants et en or, ont entraîné la mort de neuf Casques bleus du Bangladesh à la fin de février. C'était l'attaque la plus meurtrière à ce jour contre la plus grande force de maintien de la paix de l'ONU. Les Casques bleus sont tombés dans une embuscade près de la ville de Kafé, où ils patrouillaient dans un camp de personnes déplacées qui avaient fui leur maison pour échapper aux combats entre les forces militaires Hema et Lendu.

Les forces de l'ONU ont réagi en procédant à une fouille de porte à porte qui a mené à un affrontement avec les forces du **Front des nationalistes et intégrationnistes** (FNI). Durant l'opération, plus de 50 soldats du FNI ont été tués et le quartier général du FNI a été rasé.

Dans le cadre de mesures connexes, plus tard en mars, le gouvernement de la RDC a arrêté le chef du FNI, Floribert Ndjabu Ngabu, et plusieurs de ses aides ainsi que le chef de l'Union des Patriotes Congolais (UPC), Thomas Lubanga. En mars, William Swing, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et chef de la force de maintien de la paix de l'ONU, a visité Bunia, la principale ville de l'Ituri, et a affirmé ce qui suit : « Je suis venu porteur d'un message clair – c'est terminé – c'est maintenant le temps de la paix et [les milices] doivent comprendre. » Il a averti ceux qui refusaient la démobilisation qu'il les ferait désarmer de force après le 31 mars. Cet avertissement a été répété par le chef d'État major de la MONUC, le général Jean-François Collot d'Escury, à la fin du mois. « Si vous ne rendez pas vos armes d'ici le 1er avril, vous serez traités comme des bandits armés et des criminels de guerre, a-t-il dit, et nous vous chasserons. » Au début d'avril, 6 800 militaires avaient rendu leurs armes, mais quelque 15 000 rôdaient toujours en Ituri.

LE PAYS LE PLUS PAUVRE DU MONDE FAIT DES PROGRÈS EN MATIÈRE DE DIAMANTS

Mais le rapport affirme que la Sierra Leone a encore fort à faire

La Sierra Leone, qui demeure au dernier rang des 177 pays composant l'indice du développement humain des Nations Unies, a réalisé des progrès importants en ce qui concerne ses ressources en diamants, en vue de les faire échapper à l'emprise des armées rebelles et des contrebandiers pour en faire une industrie légitime susceptible de favoriser le développement du pays.

C'est là le principal constat de la deuxième édition de la Revue annuelle de l'industrie des diamants de la Sierra Leone, publiée en février 2005 par Partenariat Afrique Canada, à Ottawa, et le Network Movement for Justice and Development, à Freetown (disponible en anglais seulement).

Les diamants, qui ont alimenté la guerre dans les pays pendant 10 années, avaient pratiquement disparu de la liste des exportations officielles de la Sierra Leone en 1999. Mais les exportations officielles de diamants – et, conséquemment, les recettes du gouvernement – ont presque doublé en 2004, passant de 76 à 126 millions de dollars. Presque personne, y compris les responsables de l'État, n'attribue pour l'instant ce changement aux restrictions internes concernant l'extraction et la contrebande des diamants illicites, qui continuent à prospérer. Les représentants officiels font plutôt l'éloge du Processus de Kimberley (PK). Selon le rapport, il faut néanmoins reconnaître que le gouvernement de la Sierra Leone a appliqué les normes du PK dans de nombreux domaines, avec une diligence appropriée.

Le rapport traite aussi de la situation critique des mineurs artisans de diamants alluviaux, qui travaillent dans des conditions insalubres et au sein d'une économie de casino, gagnant aussi peu qu'un dollar par jour. Il documente les problèmes des enfants mineurs et les dommages environnementaux que causent des pratiques minières abusives. Il décrit également les problèmes qu'éprouve un pays sortant tout juste d'une guerre de 10 ans à attirer des investisseurs étrangers viables ayant une vision à long terme. Le rapport est disponible à <http://www.pacweb.org/>.

DIAMANTS ET FINANCEMENT DU TERRORISME

Le Congrès des É.-U. entend un témoin

Le 16 février, **Juan Carlos Zarate**, secrétaire adjoint au département du Trésor des É.-U., a témoigné devant un sous-comité du Congrès au sujet du financement du terrorisme et des crimes financiers. Zarate a affirmé que « le commerce illicite des diamants illustre de manière instructive la façon dont les terroristes pourraient abuser de l'industrie des matières précieuses pour financer leurs efforts ». Il a affirmé que « les régimes corrompus et les organisations criminelles peuvent abuser [des diverses étapes du pipeline des diamants, de l'extraction à la vente au détail] pour placer, greffer et intégrer des diamants illicites ». Bien que le Processus de Kimberley ait accompli « des progrès notables pour contrer le commerce des diamants de guerre », a dit M. Zarate, les procédures n'ont pas été conçues spécifiquement pour lutter contre le blanchiment des diamants ou d'autres crimes financiers associés aux diamants. »

Les ONG soutiennent toutefois depuis longtemps qu'un système de Kimberley plus rigoureux assorti d'une surveillance périodique approfondie pourrait repérer les diamants illicites tout autant que les diamants de guerre. Les diamants sales cachés dans le système légitime ne sont pas étiquetés par les trafiquants en fonction des motifs de ces derniers, et puisque tous les pays producteurs, commerçants et polisseurs sont maintenant membres du système de Kimberley, les responsables de la surveillance ont accès à chacun d'entre eux.

Dans l'éditorial du *Diamond Intelligence Briefs*, l'observateur de longue date de l'industrie, **Chaim Even-Zohar**, a affirmé qu'il n'y avait rien de neuf dans les déclarations de Zarate; selon lui, « aucune nouvelle preuve sur l'utilisation des diamants pour le financement du terrorisme n'a été présentée au comité du Sénat, pas plus qu'il n'est apparu récemment quelque nouvelle preuve que ce soit ». Le témoignage était une indication, a-t-il dit, « de la détermination apparente du gouvernement des États-Unis à réglementer et à surveiller plus étroitement l'industrie du diamant ».

NOUVELLE ÉTUDE SUR LA MORTALITÉ EN RDC

3,8 millions de morts : le pire conflit depuis la Seconde Guerre mondiale

L'**International Rescue Committee**, une ONG américaine, rapporte que depuis 1998, en République démocratique du Congo, 3,8 millions de personnes de plus qu'en temps sont mortes des suites de la guerre. Pour chaque mort violente, il y a 62 morts non violentes dues à la maladie, à la faim et à d'autres traumatismes. Cela fait de ce conflit en RDC le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale.

« La République démocratique du Congo demeure, et de loin, la crise la plus mortelle au monde mais le conflit s'enlise et la communauté internationale ne prend aucune mesure efficace », dit **Richard Brennan, Ph.D.**, de l'IRC, l'un des auteurs de l'étude. « En quelque six années, le monde a perdu une population équivalente à celle de l'Irlande ou de Los Angeles. Combien de Congolais innocents mourront avant que le monde commence à s'en occuper? »

Il s'agit de la quatrième étude sur la mortalité effectuée par l'IRC au Congo. L'étude, un effort conjoint de l'IRC et du **Burnet Institute**, de l'Australie, est l'une des plus exhaustives jamais réalisées dans une zone de conflit, couvrant 19 500 ménages. Les données sur la mortalité ont été recueillies pour la période allant de janvier 2003 à avril 2004.

« La réponse internationale à la crise humanitaire au Congo a été tout à fait insuffisante par rapport au besoin, dit M. Brennan. Nos constatations indiquent que l'amélioration et le maintien de la sécurité ainsi que l'accroissement d'interventions simples, éprouvées et rentables telles que les soins médicaux de base, l'immunisation et l'eau potable sauveraient des centaines de milliers de vie au Congo. Ce ne sont pas les preuves qui manquent. C'est plutôt une compassion soutenue et une volonté politique.

Dans le même ordre d'idées, une écloserie de peste pulmonaire, en février, a tué au moins 61 personnes dans une mine de diamants près de Zobia, dans une région éloignée du nord-est de la RDC, à 300 kilomètres au nord de Kisangani. On estime que 7 000 mineurs ont abandonné la région infestée et qu'ils se seraient réfugiés dans la deuxième plus grande forêt tropicale de la planète, coupés de tout lien avec le monde extérieur.

Les accords de paix du Congo, en 2002, avaient permis d'espérer la fin des nombreuses années de massacre, de déplacements, de violence sexuelle et de désespoir. Le déploiement de forces internationales de maintien de la paix qui s'en est suivi a coïncidé avec le retrait des forces étrangères, ce qui a favorisé la stabilité et amélioré l'accès des organismes humanitaires, et engendré une baisse draconienne de la mortalité. Un nouveau gouvernement de transition chargé de réunifier le pays, a vu le jour. Malgré ces progrès, la RDC demeure extrêmement instable. On trouvera le rapport de l'IRC à http://www.theirc.org/pdf/DRC_MortalitySurvey2004_RB_8Dec04.pdf

KOUWENHOVEN ARRÊTÉ À ROTTERDAM

Un partisan clé de Taylor

Gus Kouwenhoven, un partisan clé de l'ancien président et seigneur de la guerre du Libéria, **Charles Taylor**, a été arrêté à Rotterdam, le 21 mars, par le **service national des enquêtes criminelles des Pays-Bas**. M. Kouwenhoven, 62 ans, était interdit de déplacement par les Nations Unies depuis 2001, mais il aurait voyagé sans trop de problèmes grâce à de faux passeports au cours des quatre années qui ont suivi.

M. Kouwenhoven a pour la première fois attiré l'attention internationale lorsqu'il a été nommé, en décembre 2000, dans un rapport d'un groupe d'experts du Conseil de sécurité de l'ONU comme l'un des membres du cercle intime de conseillers et de financiers du président Taylor. M. Kouwenhoven était au Libéria depuis les années 1980, où il avait investi dans l'hôtellerie et le jeu. Selon le rapport de l'ONU, il était aussi propriétaire de hangars à l'aéroport international de Roberstfield et était chargé des aspects logistiques des importations illégales d'armes de Charles Taylor. Cela comprenait les transferts d'armes du Libéria au **Front révolutionnaire uni** de la Sierra Leone, un commerce payé à l'époque par des diamants extraits illégalement en Sierra Leone. Les armes étaient parfois transportées sur des routes forestières construites par l'**Oriental Timber Company**, propriété de M. Kouwenhoven.

Dans un rapport publié en 2003 et intitulé « The Usual Suspects », **Global Witness** a expliqué le rôle joué par M. Kouwenhoven dans le trafic illégal d'armes, financé à ce moment là par l'exploitation éhontée des ressources forestières du Libéria. M. Kouwenhoven, qui aurait vécu à Paris au cours des derniers mois, devrait être accusé de crimes de guerre et de violation des droits de la personne. La violation des sanctions est punissable aux termes de la Loi sur les crimes contre l'humanité et de la Loi sur les crimes de guerre.

Le coin de Kimberley

Dans le cadre du Processus de Kimberley, une visite d'examen par les pairs a été effectuée en **Sierra Leone**, en février 2005, et une visite d'examen a été effectuée en **Russie**, en avril, portant ainsi à 15 le nombre de pays participants qui ont fait l'objet d'une visite d'examen. Les autres sont l'**Afrique du Sud**, le **Botswana**, les **Émirats arabes unis**, l'**Ile Maurice**, **Israël**, le **Lesotho**, le **Zimbabwe**, l'**Union européenne**, la **Suisse**, le **Sri Lanka**, l'**Inde**, la **République démocratique du Congo** et le **Canada**. En outre, des missions spéciales d'examen ont été effectuées en **République centrafricaine** et en **République du Congo** (Brazzaville), et une visite d'examen ad hoc a été effectuée au **Liberia**, en février de cette année, pour déterminer si ce pays était prêt à adhérer au Processus de Kimberley.

D'autres visites d'examen sont prévues en 2005, bien que plusieurs pays n'aient pas encore signalé leur volonté de se prêter à une telle visite. Parmi le nombre toujours plus restreint de participants qui ne se sont pas portés volontaires pour un examen, on compte la **Chine**, la **Bulgarie**, la **Croatie**, le **Japon**, la **Corée**, la **Thaïlande** et le **Venezuela**. Étonnamment, la **Namibie**, l'un des premiers et plus ardents partisans du Processus de Kimberley, n'a pas encore invité de mission d'examen. Et l'**Australie**, le plus grand producteur de diamants industriels du monde, n'accueillera pas d'examen avant la « fin de 2006 », quatre années après le début du SCPK.

LA CRÉDIBILITÉ DE L'ANGOLA DÉGRINGOLE

Préoccupations concernant le pétrole et les diamants

L'Angola, qui n'a pas fini de se remettre de plus de 40 années de guerre, a acquis la réputation d'être l'un des pays les plus corrompus de la planète, et se situe au bas de l'index de perception de la corruption de **Transparency International** pour 2004. Les préoccupations soulevées par la corruption vont toutefois bien au-delà de Transparency International; elles seraient la raison pour laquelle il n'y a pas encore eu de conférence des donateurs en Angola. Habituellement, après une guerre, on organise une conférence de donateurs dans les mois qui suivent, mais la guerre a pris fin il y a plus de trois ans en Angola. Le **Fonds monétaire international** (FMI) a périodiquement fait part de ses préoccupations au sujet des transactions gouvernementales en Angola, et a reporté à maintes reprises des missions prévues. La plus récente source de discorde a été la création d'un « programme suivi par les services » (PSS) encadré comme il se doit par le FMI. Une autre préoccupation a trait à l'absence de données au sujet des bénéfices exceptionnels de 600 millions de dollars US réalisés par le gouvernement en raison de l'augmentation des prix du pétrole en 2004. Le FMI et les donateurs ont souvent dit croire que les fonds avaient été cachés dans une caisse noire pour aider le MPLA, le parti au pouvoir, à financer les élections prévues pour l'année prochaine.

On a aussi condamné sans réserve la gestion par l'Angola de son industrie des diamants, dans le rapport d'un journaliste angolais et militant pour les droits civiques intitulé « Lundas – The Stones of Death; Angola's Deadly Diamonds ». **Rafael Marques** et **Rui Falcao de Campos** ont affirmé que l'industrie des diamants en Angola était affligée par des détentions arbitraires, des agressions sexuelles, des passages à tabac, des meurtres et d'autres violations des droits de la personne, et ils ont prié le **Processus de Kimberley** de revoir ses objectifs. Ils affirment que les « diamants de guerre » devraient comprendre ceux qui viennent de régions « où l'extraction des diamants est fondée sur une violation systématique des droits de la personne ».

Le rapport accuse la **SODIAM**, le monopole d'achat de diamants de l'État, de sous-évaluer son chiffre d'affaires et de

vendre en catimini des diamants à l'extérieur de l'Angola. En raison de ses politiques inéquitables de détermination des prix, la **SODIAM** crée aussi une culture propice à la criminalité, qu'il s'agisse de l'extorsion pratiquée par les autorités, ou des attaques contre les négociants en diamants ou de leur meurtre, ou encore du développement naturel des échanges de capitaux et de diamants. » On trouvera le rapport à <http://www.niza.nl/docs/200503141357095990.pdf>; on trouvera les documents du FMI sur l'Angola à www.imf.org/external/country/AGO/index.htm; Transparency International : www.transparency.org.

LES GUERRIERS ERRANTS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

La pauvreté est un motif prépondérant

Des milliers de jeunes hommes et de garçons, dont beaucoup ont commis des atrocités en combattant durant les brutales guerres civiles en Afrique de l'Ouest, risquent d'être recrutés à nouveau pour les conflits qui débutent dans la région, selon un rapport publié par **Human Rights Watch** en avril. Les efforts internationaux visant à désarmer ces combattants doivent leur offrir une solution de rechange à la guerre.

La Côte d'Ivoire et la Guinée, deux pays marqués par une instabilité politique croissante, sont actuellement les scènes de conflit qui attirent ces jeunes combattants, selon le rapport de 66 pages intitulé *Youth, Poverty and Blood: The Lethal Legacy of West Africa's Regional Warriors*, qui examine les facteurs qui alimentent le phénomène de l'activité mercenaire transfrontalière en Afrique de l'Ouest. Depuis les années 1980, l'impunité et l'appauvrissement ont favorisé un régime de violence extrême dans des pays tels que le Libéria, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire. Des politiques gouvernementales corrompues et répressives ainsi que l'envoi massif d'armes dans la région par les trafiquants ont exacerbé les conflits internes.

Tous les combattants interviewés par Human Rights Watch faisaient partie de groupes tels que le **Front patriotique national du Libéria** et le **Front révolutionnaire uni** de la Sierra Leone, qui ont commis de graves violations des droits de la personne contre les populations civiles. Bien que ces groupes armés aient été responsables du meurtre, du viol ou de la mutilation de dizaines de milliers de civils, les responsables ont essentiellement joui d'une impunité totale pour les atrocités commises. Lorsque les jeunes qu'on a interviewés ont été recrutés à nouveau pour de nouvelles guerres, tous étaient en chômage ou vivaient une existence économique précaire, et ils étaient motivés par la promesse de compensations financières et par les perspectives de pillage.

Des efforts internationaux visant à désarmer et à réintégrer les anciens combattants dans leurs collectivités d'origine n'ont connu à ce jour que peu de succès, selon Human Rights Watch. Les jeunes combattants interviewés pour le rapport ont décrit comment les lacunes des programmes de démobilisation avaient grandement contribué à leur décision de reprendre les armes pour de nouveaux conflits. On trouvera le rapport de HRW à <http://hrw.org/reports/2005/westafrika0405/>.

LE PRIX DES DIAMANTS

À la suite de la découverte d'une très riche mine de diamants dans la province de Bahia (Brésil), l'offre de diamants a tellement augmenté au cours de la dernière année que le prix a chuté de 50 p. 100 et qu'il risque de chuter encore davantage, de sorte que ces dames pourront donner libre cours à leur goût pour ce type d'objets de luxe en faisant moins de tort au portefeuille de leur époux. (Article publié dans *The Packet*, By-Town, Canada West, 17 janvier 1846; reproduit par le *Ottawa Citizen*.)

VEILLE MÉDIAS

Canadian Diamonds, le trimestriel de l'industrie canadienne des diamants, a publié, dans son numéro d'hiver 2005, un article vedette sur le traitement accordé aux droits des Autochtones par les sociétés d'extraction des diamants. Le reportage comparait les longues négociations entre les géants miniers **BHP Billiton** et **De Beers** et les peuples autochtones dans le nord du Canada, avec l'expulsion de 243 membres du peuple San de leurs terres ancestrales, dans la réserve faunique du centre du Kalahari, au Botswana. **Stephen Corry**, directeur exécutif de **Survival International**, une ONG de Grande-Bretagne, aurait dit : « Je suis maintenant plus convaincu que jamais que les diamants sont à la source des relocalisations. » Depuis l'expulsion, selon l'article de *Canadian Diamonds*, la plus grande partie de la réserve – de quelque 52 000 kilomètres carrés – a été concédée aux sociétés à des fins d'exploration. « La très grande majorité des concessions sont allées à BHP, par l'entremise de sa filiale, Kalahari Diamonds; la plupart des autres sont allées à De Beers. »

De Beers a été le point de mire de la campagne de Survival International, bien qu'une poursuite déposée devant les tribunaux du Botswana au nom du peuple san ne mentionne pas De Beers.

L'article de *Canadian Diamonds*, rédigé par la journaliste pigiste **Laurie Sarkadi**, expose en détail les longues négociations entre les Premières nations du Canada et BHP et De Beers; il décrit les importants avantages financiers et économiques qui ont été négociés. « Alors, il faut se demander : "Pourquoi deux séries de règles différentes au Canada et au Botswana?" » dit **David Peerla**, coordonnateur minier pour la nation **Nishnawbe Aski**, qui représente 49 Premières nations du nord de l'Ontario. La réponse, selon Peerla, est que les Premières nations du Canada se sont adressées aux tribunaux, ont lutté et ont contesté, avec pour résultat des politiques plus favorables de la part des sociétés minières. M. Peerla affirme que la politique de consultation de De Beers est, en fait, la meilleure au Canada. Selon le rédacteur en chef de *Canadian Diamonds*, **Jake Kennedy**, « Survival International devrait concentrer ses pressions sur le seul groupe qui peut opérer le changement qu'il demande : le gouvernement du Botswana. »

Entre-temps, quelque 200 membres du peuple san sont retournés dans leur foyer ancestral et demandent au gouvernement de leur fournir leur propre approvisionnement en eau. Selon Survival

International, un Bochimane a dit : « On ne peut obtenir de l'eau que lorsqu'il pleut et que des étangs se forment. Lorsqu'il ne pleut pas, il y a un problème. S'il n'y a pas de pluie, nous mourrons parce que même les racines souterraines sèchent. » La nappe phréatique dans les réserves a chuté dramatiquement au cours des dernières décennies en raison des trous forés pour abreuver le bétail dans la région environnante. *Canadian Diamonds*: <http://www.canadiandiamondsmagazine.ca/> Survival International: www.survival-international.org.

LIVRES

Pattie Beales, *Fraudulent Fortune*, 233 pages, 2003

Fraudulent Fortune, qui ne présente aucun détail quant au prix ou à l'éditeur, est un roman écrit par la journaliste du *Northern Miner*, Pattie Beales. C'est un récit au sujet de l'utilisation de noms factices relativement à d'éventuelles mines de diamants dans les Territoires du Nord-Ouest, au Canada, dans le but de faire grimper le prix des actions des sociétés d'exploration. Le roman commence par une version à peine maquillée du scandale des actions de la société aurifère Bre-X, en 1997, et le meurtre d'un géologue philippin en Indonésie, et se déplace ensuite à Yellowknife, où les personnages du roman sèment à tout vent de petits diamants dans les échantillons de kimberlite. *Fraudulent Fortune* est truffé de détails mais l'intrigue et les personnages sont peu développés; le roman demeure intéressant parce que M^{me} Beales est elle-même une géologue qui a travaillé durant 15 ans dans la région et qui, on peut le supposer, en sait beaucoup au sujet de l'extraction minière – et qui sait peut-être quelque chose au sujet des actions cotées en cents.

Gayla Meredith, *Canada's Northern Diamonds – From Rocks to Riches*, Northern Ink Ltd., Yellowknife, 2002, 46 pages, 22,95 \$ CAD.

Voici un autre petit livre au sujet des diamants canadiens, celui-là à l'intention des écoliers. Ce livre, qui contient des éléments de géologie, de géographie, d'histoire et d'actualité, décrit l'ensemble de l'industrie du diamant, mais particulièrement l'évolution du diamant sur la scène canadienne au cours des dernières années. Cette publication doit être une excellente ressource pour les enseignants canadiens, particulièrement ceux des régions diamantifères, et pourrait

servir d'inspiration à des efforts semblables dans d'autres pays. Un tel livre serait sans doute extrêmement bien reçu par les enseignants et les élèves dans une douzaine de pays africains où l'on fait l'extraction du diamant.

SIERRA LEONE : DÉBUT DU TROISIÈME PROCÈS POUR CRIMES DE GUERRE

Le procureur spécial démissionne

En mars, trois dirigeants du coup d'État perpétrés en 1997 en Sierra Leone ont comparu devant la Cour spéciale appuyée par l'ONU en Sierra Leone pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. « [Ils] sont descendus des collines autour de Freetown et, en quelques semaines, ont montré au monde à quel point ce triste conflit avait dégénéré – le viol, la mutilation et le meurtre de civils innocents; l'incendie de leurs maisons; l'asservissement des plus faibles, en grande partie des femmes et des enfants », a dit le procureur en chef, **David Crane**, dans sa déclaration d'ouverture. Le dirigeant du groupe, **Johnny Paul Koroma**, avait été inculpé, mais il serait mort au Libéria.

Le premier procès, soit celui des dirigeants de la *Civilian Defence Force*, a débuté en juin 2004 et le deuxième, celui des dirigeants du Front révolutionnaire uni, a débuté un mois plus tard. Ces procès se poursuivent. **Charles Taylor**, ancien président et seigneur de la guerre du Libéria, a aussi été inculpé, mais il a jusqu'à maintenant échappé à la justice, grâce au sanctuaire que lui offre le gouvernement du **Nigeria**, en violation des obligations juridiquement contraignantes fixées par le droit international.

Entre-temps, David Crane a annoncé qu'il allait quitter le poste de procureur en juillet de cette année, pour des raisons familiales. M. Crane a affirmé être satisfait du travail accompli à ce jour : « Les procès avancent, justice sera rendue et le travail sera achevé d'ici la fin de 2006 », a-t-il dit dans une entrevue avec IRIN NEWS.

AUTRES FACETTES

Autres facettes, un bulletin périodique au sujet de l'effort international visant à mettre fin aux conflits reliés aux diamants, est une publication du Projet sur les diamants et la sécurité humaine. Les points de vue exprimés dans *Autres facettes* sont uniquement ceux des auteurs et de la rédaction.

Nous reconnaissons l'appui du Program on Global Security and Sustainability de la John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, de l'Agence canadienne de développement international, du Department for International Development, de l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, du Centre de recherches pour le développement international, du ministère des Affaires étrangères du Canada, du Development Cooperation Ireland, du Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile sans frontières, de World Vision Canada et d'autres.

Pour communiquer avec *Autres facettes*, veuillez contacter Partenariat Afrique Canada, 323, rue Chapel, Ottawa, Ontario, K1N 7Z2 Canada; courriel : info@pacweb.org www.pacweb.org ISSN : 1496-7502